



Bulletin Intérieur

Comité Central issu du 9^{ème} Congrès

BI★263 28 juin 2016

Bulletin Intérieur spécial
Compte-rendu du Comité Central
de juin 2016

Sommaire :

Page II Réponse point par point à « l'Appel du 1er janvier »

Réponse point par point à « l'Appel du 1er janvier »

Comité Central, juin 2016

La scission de l'OCML Voie Prolétarienne est désormais affichée et les exclusions ont été prononcées.

Il convient néanmoins de revenir point par point sur le dit « Appel du 1^{er} janvier » pour en démasquer les malhonnêtetés, les erreurs et les oublis intéressés. Ce texte est en effet la base provocatrice de la division de l'organisation et il ne peut rester sans réponse. Le Comité Central a rédigé ce texte adressé aux militants de l'Ocml-VP et envoyé à nos ex-camarades. Il reste à vocation interne, et non publique, car il ne reprend pas l'intégralité des explications débattues sur plusieurs Congrès et notamment le dernier.

La méthode de « l'Appel du 1^{er} janvier » : empilage et amalgames, manipulations.

Le premier constat de ce texte est qu'il est un empilage de critiques contradictoires, sans tenir compte des précisions et réponses apportées au fil du débat, opportuniste par rapport à ce que les rédacteurs ont défendu auparavant, sans aucune référence à la pratique de la lutte des classes – y compris la leur. Et aucun fil directeur qui donnerait du sens à la critique.

Ce texte est une compilation éclectique d'éléments approximatifs accumulés au fil des ans, de désaccords et de « rancœurs », sans que transparaisse une vision claire d'une part de la critique portée à VP, d'autre part de l'orientation que nos ex-camarades sont supposés défendre.

En ce sens, ce texte est une construction opportuniste pour justifier leur départ en se présentant comme « victimes » d'une direction qu'ils jugent « sectaire et révisionniste ».

Il est frappant que ce texte, supposé être une critique radicale de VP n'aborde rien de l'activité de VP depuis le 9^{ème} Congrès. Rien sur la campagne écologie par exemple... ou sur les réunions de soutien à la GPP en Inde (auxquelles certains ont pourtant participé...), ou sur les réactions aux attentats Charlie Hebdo et les suites (débats internes, Partisan Magazine 3), sur le soutien à la Palestine et aux Kurdes, pour en rester à la date de publication de l'appel. Ne parlons pas de l'absence totale d'intérêt autour de la venue de l'auteur du livre « La Commune de Shanghai »...

Une seule phrase pour dire que les résultats des campagnes est moyen voir mauvais (p1), sans éléments concrets, sans en avoir formulé le bilan et sans avoir proposé d'orientation concrète dans celles-ci. Les ex-camarades mènent la polémique sans s'appuyer sur une pratique politique alternative pour illustrer leur propos.

Le travail ouvrier

Les ex-camarades sont bien embarrassés. Voilà des années qu'ils annoncent la rupture avec la priorité au travail ouvrier (critique p6), le défaitisme à l'égard de la classe ouvrière (idem), qu'on est résignés devant l'état « arriéré » du prolétariat (p3), le désintérêt et la dérive petite-bourgeoise de VP, et voilà qu'ils sont contraints de constater que les décisions de congrès sont mises en œuvre.

Le travail d'implantation progresse, de manière sérieuse et progressive, même si les difficultés sont nombreuses. Les premiers résultats sont là, avec des camarades en cours de formation ouvrière et d'implantation dans les grandes entreprises. Depuis des années, jamais la centralité ouvrière n'a été aussi présente, jamais la politique d'établissement n'a été aussi sérieusement suivie.

La critique passée des ex-camarades disparaît donc – sans autocritique aucune. Elle passe donc à l'insuffisance de suivi du travail ouvrier et syndical.

La facilité de cette nouvelle critique, c'est qu'au final elle est toujours vraie : la réalité de VP, la faiblesse des résultats au regard des ambitions font qu'au final il est toujours vrai que le suivi est « insuffisant ».

Néanmoins, VP met peu à peu en place un travail d'entreprise plus systématique et régulier, un suivi du travail syndical plus collectif. Beaucoup reste bien sûr à faire, et d'autres initiatives internes ou externes sont à venir pour améliorer et construire notre intervention. Construire le Parti dans la classe ouvrière d'un pays impérialiste (où l'anarcho-syndicalisme est fort) en crise n'est pas une mince affaire. C'est ce à quoi nous nous attachons.

La critique serait pertinente, si la pratique de VP était contrée par une pratique alternative ayant produit des résultats probants.

- Sept ans d'intervention externe sur PSA n'ont produit aucun résultat de dégagement. Au fruit d'une énergie considérable (ce que nous ne nions pas) les ex-camarades (avec d'autres militants) n'ont réussi qu'à créer un courant d'opinion, une mouvance qu'ils n'ont pas réussi à structurer. C'est compréhensible : quand on ne partage pas la vie ouvrière, on reste, qu'on le veuille ou non, spectateur et commentateur de l'extérieur. Les seuls contacts (indirects) qui subsistent le sont par d'autres biais, notamment via Femmes en Luttés 93 (dont l'action des militantes de VP a par ailleurs été abondamment critiquée par ces mêmes ex-camarades). Cela devrait pourtant interroger ?

Même pour le CITA 2015 les ex-camarades ont été incapables d'associer leurs contacts pour participer à l'initiative en Allemagne : il n'y a pas eu de présence de travailleurs de PSA.

- Sur Nantes, dans le secteur de l'énergie où il y a une implantation, il a été impossible, malgré les sollicitations centrales, de mettre sur pied une intervention de l'organisation, alors qu'il y avait eu deux morts par accident du travail dans une entreprise sous-traitante... *Quand deux ouvriers meurent dans une boîte où un camarade travaille depuis des années et que rien n'a été fait, centralisé ni remonté aux camarades qui l'ont demandé sous prétexte « de manque de motivation » ... que faut-il en penser ? Une déclaration, un texte pour le blog, un article sur un média local : une intervention VP aurait été possible.*

- Les ex-camarades du sud-est n'ont cessé de critiquer le refus du 9^{ème} congrès d'imposer à toutes les cellules une intervention sur une entreprise, en externe ou interne. Ce refus l'était contre la notion d'obligation, rien dans le texte final du Congrès n'interdit à aucune cellule d'intervenir en externe sur une entreprise (comme en région parisienne). Les ex-camarades pouvaient parfaitement définir leurs cibles et leurs choix, ils n'en ont rien fait et leurs tentatives sur la région n'ont jamais dépassé le stade des velléités. Autour du travail ouvrier, le texte affirme avec aplomb (p4) que VP a abandonné la revendication « Travailler tous, moins et autrement ». C'est un mensonge, comme en témoignent la banderole réalisée et toutes les productions écrites de l'organisation depuis le 9^{ème} Congrès (tracts, bulletin Partisan, magazine). Les ex-camarades se livrent (p4) à une mystification des débats du stage de l'été 2015 autour du mot d'ordre de « zéro licenciement » et de la recherche d'une « alternative crédible ». Au

lieu d'essayer de réfléchir à la réalité de la lutte des classes, ils nous prêtent les positions réformistes et révisionnistes de la réforme du capitalisme. Qui peut y croire dans VP ?

N'aurait-il pas été plus intéressant d'approfondir et de rechercher, pratiquement, tactiquement, dans le contexte actuel et sur la base de nos positions de fond, comment faire avancer le combat pour l'emploi parmi les masses combattives d'une part et parmi les ouvriers avancés d'autre part ? Ce qui était le but annoncé et recherché... Nous rappelons que la « crédibilité alternative » retenue vis-à-vis des éléments avancés était précisément le projet communiste, dans sa critique radicale de tous les aspects de l'exploitation capitaliste.

Une chose intéressante : le texte nous porte la critique (p4) que nous jugeons que les luttes PSA, Fralib et Goodyear ne sont pas représentatives de l'état général de la classe ouvrière. C'est exact, nous assumons. Il aurait été intéressant que les ex-camarades expliquent en quoi, selon eux, ces trois expériences si différentes et si contradictoires, sont représentatives – et de quoi. Là encore, il aurait fallu sortir des généralités et se mouiller un peu dans le concret et dans le contenu...

Enfin, le texte reprend une nouvelle fois la critique sur la classe ouvrière en termes d'optimisme/pessimisme (p3 et ailleurs), ce qui est quand même tout à fait subjectiviste (ils sont optimistes, nous serions pessimistes et défaitistes).

Outre le fait que c'est complètement contradictoire avec la pratique réelle de VP (implantation), une question commence à surgir : le recours constant à ces formules générales ne masque-t-il pas leur propre désarroi face à une classe ouvrière dont la réalité des positions et points de vue ne correspond pas à leur analyse de « recomposition à gauche » du mouvement ouvrier, linéaire et inéluctable ?

Masses combattives et ouvriers avancés

Voilà des années que le désaccord – confus – est sur la table. Nous affirmons que **la priorité est à la création du parti, et pas à agir en parti**. C'est un fondement de VP depuis sa constitution en 1979 (et auparavant de Pour le Parti - ! -). Le désaccord a été clairement affirmé au 9^{ème} congrès, même si le texte prétend qu'on déforme leur avis.

Cela a **des incidences spécifiques sur l'aspect principal de notre travail**, reflet de la priorité que nous donnons :

- La priorité au travail vis-à-vis des éléments avancés, qui se distinguent des masses combattives (voir tous les textes de congrès). Formation, propagande, explications etc.
- L'importance de la critique du réformisme organisé, reflet du réformisme spontané lui-même manifestation politique et idéologique de l'ouvrier réduit à une marchandise (force de travail) sur la concurrence du marché capitaliste (base matérielle). On notera que les ex-camarades affirment que nous ne montrons que le réformisme de la classe ouvrière (p3), chacun appréciera au regard de l'activité que nous menons.

Aspect principal ne veut bien sûr pas dire que nous négligeons l'aspect secondaire : Mao nous a enseigné que si nous ne traitons pas correctement l'aspect secondaire d'une contradiction, nous ne pouvons pas traiter correctement l'aspect principal. C'est le b-a-ba de la dialectique.

Donc, oui, nous rédigeons des tracts qui s'adressent aux masses combattives – on se demande bien pour qui écrire des tracts sinon (critique p5), nous avons le bulletin Partisan, les réunions de proximité pour les éléments avancés. Oui, nous travaillons dans les organisations de masse (critique p5) qu'il s'agisse de syndicats ou d'organisations de quartiers.

S'adresser aux masses combattives est essentiel à la fois pour dégager de nouveaux contacts avancés, et en même temps pour indiquer aux éléments avancés existants la voie à suivre pour que eux, soient en capacité de tracer un chemin au mouvement de masse...

Mais le respect de la dialectique ne nous fera pas oublier quel est l'aspect principal : non pas chercher à gagner la direction du mouvement de masse (illusoire vues nos forces et le poids du réformisme organisé), mais dans ce mouvement, former, éduquer et armer les plus avancés pour devenir des dirigeants capables de contester la direction réformiste.

La critique de l'Appel du 1^{er} janvier va dans tous les sens : parfois le texte nous reproche de ne nous adresser qu'aux éléments avancés en les isolant des masses combattives (p3), parfois on nous reproche de faire des tracts d'agitation pour les masses (p5), parfois on nous reproche de travailler dans les organisations de masse (p5), parfois de mettre la barre trop haut pour construire les mouvements de résistance (p6) ... Quand on veut critiquer l'activité politique, il faut rentrer dans le concret... Faute de quoi, la supposée critique apparaît pour ce qu'elle est réellement : une volonté de dénigrement, destructrice au final, qui forme la base de scission.

L'analyse de la période et la compréhension de la domination capitaliste

Les ex-camarades sont mus par une compréhension mécanique du capitalisme : la crise s'accroît, donc l'exploitation s'accroît, donc la conscience s'accroît et les illusions disparaissent (p3).

C'est une vision spontanéiste et métaphysique du capitalisme, qui rejoint les conceptions « catastrophiques » que nous avons déjà combattues dans le passé : le capitalisme va s'effondrer sous le poids de ses contradictions et le socialisme est inéluctable.

Oui, la crise s'accroît à l'échelle mondiale, oui, les contradictions augmentent. Pas de problèmes, nous le voyons partout autour de nous. Donc les conditions de la révolte sont là, et les explosions se produisent (voir le mouvement contre El Khomry). Les ex-camarades se contentent de constater que « ces évolutions ne sont pas capables de changer la donne » (p2). C'est déjà plus nuancé par rapport à ce qu'ils ont défendu dans le passé... Rappelons qu'il y a trois ans les ex-camarades nous annonçaient que la lutte à PSA était le pointeur de l'évolution future de la lutte des classes.

Erreur stratégique d'appréciation, les difficultés à élargir le mouvement contre la loi El Khomry dans les entreprises sont malheureusement là pour le démontrer.

La conscience ne suit pas mécaniquement la révolte, c'est une des bases du marxisme. Le réformisme spontané est là, et si certaines illusions réformistes disparaissent (le capitalisme d'Etat à la sauce PCF des années 70), d'autres prennent la place laissée libre (altermondialisme, écologie, et tout le contenu actuel des Nuits Debout par exemple). Cela c'est la réalité que nous connaissons bien, et que nous devons étudier pour la comprendre et être plus efficaces.

Si l'aristocratie ouvrière est en déclin depuis les années 70, la petite-bourgeoisie salariée est en expansion et a pris la direction idéologique du mouvement de masse et de ses organisations (syndicats et associations de tous ordres). Le réformisme organisé a changé, il n'a pas disparu.

Quant à la tendance à la réaction, analyse combattue férocement par les ex-camarades, il n'y en a pas un mot (p2).

Les ex-camarades critiquent la formule « le camp progressiste est en ruines », en affirmant au contraire qu'il progresse. Nous verrons ultérieurement ce qu'il restera du mouvement El Khomry et ce qu'il faudra éventuellement corriger de cette formule.

La construction du Parti

C'est l'incantation du texte, répété au fil du document : sur la construction du parti (p2), « Le parti fait cruellement défaut » (p3), « il faut élaborer un plan de construction du parti » (p4), « il faut prendre sérieusement main la construction du parti » (p10).

Voilà des années (depuis 2009, au moins) que les camarades répètent en boucle ces formules toutes faites. Soit. Mais qu'ont-ils apporté, qu'ont-ils pratiqué, qu'ont-ils avancé pour l'organisation ?

La question de la construction du Parti Communiste d'avant-garde dans un pays impérialiste en crise, avec une domination sociale, politique et idéologique de la petite-bourgeoisie salariée est un vrai problème, que VP n'a pas résolu. Le débat existe, le travail d'implantation en entreprises à repris, l'étude théorique de la petite-bourgeoisie salariée est en cours, et nous devons avancer sur la base de ce que nous sommes réellement.

Les ex-camarades n'ont proposé que deux éléments de réponse, au fil des ans :

- L'urgence est de rédiger un programme, sans expliquer comment, compte tenu de ce qu'est VP et de sa faible emprise sur la lutte des classes, il est possible de l'élaborer. Comme s'il pouvait s'agir du produit intellectuel de « dirigeants héroïques et infaillibles » que les masses n'auraient ensuite plus qu'à suivre (p5). Nous parlons d'éléments de programme, c'est plus modeste et conforme à notre réalité...

- « Agir en parti », théorisé à partir de la lutte à PSA, où il s'agit de se positionner « comme si » il était possible de prétendre gagner les masses dans un contexte particulier, en laissant de côté les tâches vis-à-vis des ouvriers avancés ainsi que le combat contre toutes les formes de réformisme, spontané comme organisé... Cette conception a été battue au 9^{ème} Congrès.

La construction du Parti en France mérite mieux que ces dérives qui mélangent spontanisme et doctrinarisme. Oui, VP doit s'attacher sérieusement à cette question, et voir comment articuler les divers niveaux d'intervention en ce sens, dans le contexte de la formation sociale où nous vivons. Force est de constater que les ex-camarades n'ont rien produit pouvant aider VP à avancer, ne serait-ce que des pistes de réflexion...

Les questions internationales

Le contentieux est ancien, a été discuté à plusieurs reprises, sanctionné par des votes. Les ex-camarades remettent tout en vrac en se gardant bien de rappeler les décisions de l'organisation...

Non-participation au CITA (p4) : cela a été débattu au CC, il n'y a eu aucun refus de principe, et décision a été prise de n'y aller que si nous étions en capacité d'y emmener des contacts. Enquête a été faite et personne, y compris nos ex-camarades, n'a fait de proposition.

Il n'y a pas eu de désaccord politique, juste une situation qui s'est imposée à tous.

Néanmoins elle est pointée dans l'appel du 1^{er} janvier comme un désaccord – c'est manipulateur et incorrect, une fois de plus.

Non participation à l'ICOR (p4) : là, par contre, c'est un désaccord politique, tranché au CC, confirmé au Congrès. La majorité de l'organisation l'a décidé, c'est cela le centralisme démocratique. Par contre c'est l'occasion de rappeler que VP participe à la CIPOMI.

Vision romantique de la lutte armée (p4). Autour d'une réunion internationale de soutien à la Guerre Populaire en Inde à Hambourg fin 2012 à laquelle VP a participé contre l'avis des ex-camarades, il semble que les ex-camarades en arrivent à contester la légitimité de la lutte armée et du soutien à lui apporter. Il aurait été intéressant que les ex-camarades se positionnent par rapport à la tournée de conférences de soutien à cette guerre populaire du printemps 2015. Au-delà de la critique non argumentée (c'est quoi la « vision romantique » que VP porte ?), il se cache très probablement, au moins chez certains, un rejet de la lutte armée, de même qu'à l'époque le MLPD s'était opposé ouvertement à la Guerre Populaire au Pérou

(car voyez-vous, la politique du PCP heurtait les ouvriers « arriérés », authentique, preuve écrite disponible). Là encore, la formule sans argument vaut démonstration.

Arrêt des relations bilatérales avec le MLPD (p9). C'est exact. D'une part les soucis avec la pratique d'une militante ont pesé (conférence Femmes à l'Île Saint-Denis), comme les forces pour s'y associer.

L'organisation a été submergée par la campagne Syrie/Palestine, puis par les suites de l'attentat Charlie Hebdo. Depuis l'Appel, VP a reçu en avril un courrier du MLPD critiquant vertement l'organisation, la réponse sera envoyée dans les prochains jours.

Quant au reproche de ne pas avoir envoyé la résolution du 9^{ème} Congrès au MLPD, rappelons que c'est la décision du Congrès d'en rester à un texte interne... Apparemment, les ex-camarades ont un peu de mal avec le respect du centralisme démocratique et des décisions prises.

L'état organisationnel de VP

Il est symptomatique que les ex-camarades commencent par ce point, sous une forme absolument apolitique. On a le droit à un empilage de noms et de structures sans le moindre point de vue, éventuellement différencié selon les cas.

Il reviendra au Comité Général de l'été 2016 de faire un état précis et politique de l'organisation. Avec ses reculs, et aussi ses avancées. Il conviendra d'aborder :

- Les camarades ralliés en période d'expansion et qui n'ont pas réussi à s'adapter à des phases plus difficiles, où les résultats sont moins rapides.

- Les camarades fatigués après des années de militantisme, découragés – et pour quelles raisons ?

Cela inclut des retraités qui se sont mis progressivement sur la touche, avant de disparaître.

- Les désaccords politiques qui ont entraîné les départs – dont d'ailleurs ceux qui ont été provoqués par l'Appel du 1^{er} janvier.

- Le départ des camarades ouvriers doit être traité spécifiquement (Paulo, Tahar) mais toujours d'un point de vue politique, comme l'ont reconnu les camarades de R6 eux-mêmes à propos de Tahar, dont les contradictions apparues à l'époque ne semblent plus avoir la même importance aujourd'hui.

- Le départ de deux camarades de la région centre pour des désaccords, puis la reconstitution actuelle de la région avec de nouveaux jeunes.

- Les deux exclusions disciplinaires de V, et H.

- La nécessaire formation de nouveaux cadres de l'organisation, qui n'est pas facile et nécessite beaucoup d'énergie et de transmission.

- La gestion d'un flux de nouveaux sympathisants isolés en régions, dont il faut définir comment nous allons faire avec eux

- Etc.

Le texte de l'appel (p1) en introduction, s'ouvre sur un titre alarmiste « Situation de crise à VP », mais ne donne aucun point de vue politique en mettant tout en vrac dans le même sac.

Les ex-camarades vont certainement répondre que c'est pour cela qu'ils réclament que l'organisation se mette sous leur direction en suspendant toute activité – encore aurait-il fallu qu'ils fassent un pré-diagnostic un minimum crédible, même encore insuffisant...

Sur les régions, l'Appel ne profère que des mensonges, et en particulier ignore délibérément la résolution du CC publiée dans le BI N°253 du 09/07/2015, résolution qui tente de gérer la situation nouvelle de l'organisation, sur une base générale, à partir des statuts :

- Le CC s'est attaché à organiser le suivi des militants se trouvant dans des conditions où la cellule ne réunit plus les conditions statutaires d'existence, à reconstruire (en injectant des forces ponctuellement) et à réorganiser (région parisienne) en fonction de l'évolution de l'implantation.

- Il est dit que « le CC refuse la réunification » dans le sud-est. C'est faux, voir la fameuse résolution du BI. La rencontre prévue n'a pas été mise en œuvre, faute de réponse précise des camarades (date, lieu).
- Le texte de l'appel reprend sans nuances l'avis de démission du CC d'un ex-camarade, alors que l'activité de ce camarade mériterait d'être examinée de manière critique et autocritique, d'abord par lui-même. Renvoyer toutes les difficultés aux contradictions politiques est un peu facile...

Aucune cellule n'a eu par ailleurs autant d'attention de la part de l'organisation, et d'efforts d'unité, conciliateurs même, à l'égard de ses positions déjà largement minoritaires à l'époque et combattues comme telles.

Le traitement des débats internes

Il y a là un désaccord de fond – et des manipulations.

Le désaccord porte sur des fondements philosophiques du matérialisme et du maoïsme : « l'unité est relative, la contradiction est absolue », et « un se divise en deux ». Voilà la réalité matérialiste de la connaissance et de la vérité.

A l'inverse, les ex-camarades clament que « deux fusionnent en un », qu'il faut poursuivre le débat jusqu'à ce que l'unité revienne. Cette posture tient aussi au fait qu'ils sont systématiquement mis en minorité depuis le 7^{ème} Congrès. Les débats ont eu lieu, d'abord sur des questions partielles, puis progressivement en lutte de ligne généralisée, comme noté dans la résolution du CC qui fait le bilan du 9^{ème} Congrès (brochure Résolution Générale).

Les ex-camarades somment le CC de reconnaître la lutte de ligne (p9 et 10), mais ils ont des mois de retard, le CC l'avait reconnu bien auparavant... L'Appel du 1^{er} Janvier n'est que l'aboutissement final d'une démarche qu'ils ont eux-mêmes choisi d'être scissionniste.

Le débat doit avoir lieu, et il a eu lieu à de multiples reprises depuis – au moins – 2009. Il a été sanctionné par trois congrès successifs, par des votes en CC, par des résolutions. Sans clore les contradictions, bien entendu, les votes sont indispensables pour maintenir l'organisation en vie, dans la lutte des classes, pour construire le parti. Sinon, c'est la paralysie assurée et la disparition à terme.

Il y a eu débat, confrontation. Il y a eu votes, et prise de position de l'organisation. C'est le principe de base d'une organisation communiste – rappelons que nous ne sommes pas comme les trotskistes pour valider l'existence de courants permanents ou des tendances.

Ce rejet de la dialectique de la contradiction aboutit au rejet des règles d'organisation, statuts et centralisme démocratique.

Les ex-camarades n'acceptent pas les modifications organisationnelles quand les règles statutaires ne sont plus respectées. Les ex-camarades ne respectent pas le règlement de Congrès décidé au départ. Les ex-camarades ne respectent pas le centralisme démocratique et les textes de Congrès (ceux votés au 9^{ème} Congrès sont assez clairs).

Le « débat » n'est pas un principe philosophique en soi, car l'unité ABSOLUE n'est JAMAIS atteignable. Là, comme le notent les ex-camarades, « les contradictions deviennent de moins en moins soluble » (p9), c'est l'évidence et leur Appel en est la traduction : ils choisissent de quitter VP.

Concernant la question environnement, l'Appel déforme la réalité et réécrit l'histoire.

- Il est d'abord rappelé que la contribution environnement au Congrès de P+A n'a pas été publiée (p8). Mais il n'est pas dit que la contribution est arrivée hors délai du fait des erreurs de la cellule, qu'elle a été publiée comme annoncé au Congrès dans le BI N°240 du 31/08/2014.

Un Congrès commence par des règles définies au départ et que l'on respecte ensuite.

- Prétendre que la non publication de cette contribution a été « décourageante pour le camarade P » (p8) est tout fait opportuniste et ouvriériste à son égard. Si les ex-camarades (en particulier ceux de sa cellule) n'avaient pas systématiquement travaillé à la scission, antagonisé

les contradictions, le camarade aurait parfaitement compris, n'aurait pas disparu de l'activité de VP depuis le 9^{ème} congrès et aurait été associé à la direction de la campagne Ecologie.

Le départ de P et son retrait de la politique est de la responsabilité principale des ex-camarades.

- Sur la base de cette erreur (qui est la leur) les ex-camarades n'ont cessé de critiquer le Congrès et VP sur le désintérêt envers l'écologie. Il est donc intéressant de noter qu'ils ne disent pas un mot de la campagne Ecologie de l'automne 2015, qui évidemment les contredit frontalement.

- De plus, cette campagne a été préparée lors du stage de l'été 2015, caractérisé comme « un échec » (p1), et en partie préparé par eux. Aucune prise en compte de la prise en charge importante et collective de toute l'organisation sur le sujet conformément aux décisions du 9^{ème} Congrès qui sont appliquées dans un délai raisonnable.

Sur ce point on voit clairement la malhonnêteté du texte, par la méthode de « déformation et exagération des contradictions » (p5) qu'ils se plaisent à reprocher à l'organisation.

Concernant la question femmes. Les ex-camarades affirment que VP a refusé de traiter la question femmes (p8). C'est faux. Le débat a été traité et tranché. D'abord par une résolution du 6^{ème} Congrès.

Ensuite dans les résolutions du 9^{ème} Congrès. Enfin par des débats au CC autour des contradictions apparues lors de la Conférence de l'Île Saint-Denis entre Hélène et les camarades de VP de Femmes en Lutte 93. Contradiction également apparue d'ailleurs lors de la 11^{ème} CIPOMI en 2014, où le MLPD a été mis en minorité. A noter que ce front est le seul dans lequel les ex-camarades ont développé une pratique politique — en contradiction frontale avec celle mise en œuvre par la majorité de l'organisation — mais hélas sans bilans au fil des années. Il y a un désaccord de ligne sur le contenu de classe dans le mouvement de femmes à construire aujourd'hui. Le débat a eu lieu, il a été tranché. Cela veut-il dire que la contradiction a disparu ? Non, simplement que l'on ne peut poursuivre sans fin le même débat, qu'une décision a été prise et qu'il faut aller de l'avant.

Il est certain qu'on y reviendra à d'autres occasions, au fil du développement de l'activité. Mais pour l'instant, l'affaire est close.

« Comment forger l'unité de l'organisation si on ne publie pas et si on ne traite pas des nombreuses contradictions » (p8). Les ex-camarades, qui n'ont que la classe ouvrière à la bouche, se sont fait les spécialistes de la guérilla par la multiplication des critiques écrites, de manière de plus en plus systématique et au mépris des décisions et des votes. Style de polémique typique de la petite-bourgeoisie frustrée de constater que son avis n'est pas retenu, et qui cherche donc à l'imposer en paralysant l'activité autour de ses propositions...

Sur les questions théoriques et idéologiques

« Capitulation devant les tâches idéologiques » (p6). Affirmation étonnante quand on se souvient que L. a toujours refusé catégoriquement que l'on aborde les questions philosophiques et idéologiques dans l'organisation, par exemple lors du stage sur les « appareils idéologiques d'Etat »... Qu'il n'y a eu quasi aucune contribution au débat des ex-camarades après les attentats et les conséquences sur l'unité de classe, n'y avait-il pas là des tâches idéologiques contre le racisme, pour l'unité de la classe ? Les tâches idéologiques ne se résument pas à la propagande pour le communisme.

« **Remise en cause du Capitalisme Monopoliste d'Etat** » (p8). C'est faux. Ce qui est remis en cause ce n'est pas l'existence du CME et des monopoles (d'ailleurs les formules sont utilisées à l'occasion), mais la théorie révisionniste qui se cache derrière et dont les camarades ne disent pas un mot (« Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat », 1973, Paul Boccara, théoricien économique du PCF), aujourd'hui socle des thèses sur le capitalisme à visage humain, non monopoliste, sur « l'économie sociale et solidaire »...

« **Formation insuffisante en référence aux articles de la CdC** », alors que les ex-camarades n'ont cessé de remettre en cause le contenu de ces articles. L'organisation a fait l'effort de les republier dans le Magazine Partisan N°4 et de développer des séances de formation. Mais la réalité, encore une fois, compte peu.

« **Remise en ligne d'un article de Gilles Fabre de 1994 sur la mort de Lénine** » (p8). L'Appel reprend là une intervention antérieure, qui a découvert avec bien des années de retard l'existence de cet article, qualifié d'anti léniniste et dont le retrait est exigé. Cet article est en ligne sur le site de VP, et chacun peut le lire et apprécier le niveau de la polémique : il se contente de constater que du fait de sa mort prématurée, Lénine n'a pas pu tirer toutes les leçons de la révolution bolchevique.

« **VP ne lutte plus contre le révisionnisme et l'anti-communisme** » (p8). Faux. Par contre, VP a rejeté la conception subjectiviste de la lutte contre l'anticommunisme (une manipulation orchestrée par la bourgeoisie), importée des positions du MLPD, qui vient s'opposer aux conceptions de VP sur les fondements matérialistes du réformisme spontané et organisé et les idéologies construites sur cette base et que les ex-camarades ont tenté d'imposer à l'organisation.

Au final

Il est donc clair que l'Appel ne fait que matérialiser le fait que la contradiction entre nous est devenue antagonique – ce que nous avons sanctionné par l'exclusion, sans proposer une orientation alternative ou une critique claire et concrète des manquements de vp.

L'exclusion est sans aucun doute la sanction d'un échec, dont l'origine est le fait que nous avons trop tardé à comprendre et à combattre la tendance révisionniste en notre sein. Non pas que nous soyons restés inactifs : la lutte politique et idéologique dure depuis des années et les dirigeants de l'ex-minorité ont été peu à peu marginalisés.

Mais nous n'avons pas assez vite compris l'influence de plusieurs facteurs :

- L'intervention extérieure du MLPD qui a permis à l'ex-minorité de se solidifier et de se constituer en fraction agissante, pratique contradictoire à l'appui (sur le front de la lutte des Femmes);
- La remise en cause des fondements de l'orientation de VP dans la démarcation d'avec le révisionnisme, que nous n'avons combattu sur le fond que dans la période terminale ;
- Le fait que la suspension de la réflexion théorique mène nécessairement aux reculs, sous la pression du réformisme ambiant. La reprise à partir du 8^{ième} Congrès, pour limitée qu'elle soit, a été un des facteurs de la reprise de notre offensive.

Nous assumons l'intégralité de nos 37 ans d'existence, y compris dans les erreurs et insuffisances.

Nous apprenons, nous corrigeons, et nous allons de l'avant.

Nous souhaitons à nos ex-camarades d'en faire autant, tant la tâche des communistes est grande et importante.

Comité Central de l'OCML-VP, Juin 2016

Résolution publique (10 juillet 2016) : Sur l'exclusion de plusieurs militants de l'OCML VP

Le 9ème Congrès de l'OCML VP s'est tenu durant l'été 2014. Il a été l'occasion d'une lutte de ligne avec l'adoption de la ligne majoritaire à plus de 75%. Dans la présentation de notre résolution générale nous retracions expliquions : « L'OCML Voie Prolétarienne est une organisation matérialiste et dialectique. Elle défend depuis son origine une conception du débat interne, de la lutte de ligne, du rejet de la conception monolithique de l'organisation, une des raisons qui lui a permis de se maintenir et de se développer depuis plus de 35 ans. Elle défend une conception du centralisme démocratique où il y a des périodes de débats, qui sont tranchées par des votes majoritaires. Elle défend une conception matérialiste du processus de la connaissance, où aucun débat n'est jamais achevé, où l'unité est toujours relative, alors que la contradiction est permanente, et où il faut pourtant savoir trancher les débats, prendre des décisions pour pouvoir avancer, au risque de s'enliser dans des confrontations sans fin. Le débat a eu lieu, les positions ont été adoptées, il y a maintenant une majorité démocratiquement construite. »

Néanmoins, une partie des camarades minoritaires ont refusé d'appliquer le centralisme démocratique et de respecter les statuts de notre organisation. Ils voulaient remettre en cause et rediscuter la ligne majoritaire issue du congrès et refusaient de l'appliquer. En effet, Ils se sont réunis en fraction (regroupant des militants de l'OCML VP et d'autres militants extérieurs– dont un membre du MLPD) en produisant un texte interne, diffusé à l'ensemble de l'organisation à leur demande, remettant en cause les prises de décisions du précédent Congrès. Sur décision du Comité central de l'organisation, ces camarades ont été suspendus de l'organisation au motif d'activité fractionnelle et de grave manquement aux règles du centralisme démocratique

Le CC a rejeté leur demande de débat d'urgence en argumentant qu'une bonne partie de leurs affirmations avaient déjà été débattues et rejetées majoritairement au dernier congrès, et d'autre part, qu'un débat général avait été décidées au dernier congrès faisant pour faire le point sur l'application de l'ensemble des mises en œuvre (bilan de l'activité politique et des décisions de structuration et de fonctionnement) allait se tenir et qu'enfin, le fonctionnement normal de l'organisation permettait d'aborder et de défendre les points de vue qu'ils expriment dans leur texte.

En effet, nous reconnaissons dans nos statuts et dans notre plateforme politique les droits de la minorité ainsi que la nécessité de « l'expression large et permanente des idées et des critiques ». Il leur a été proposé demandé de faire leur autocritique sur ce fonctionnement scissionniste comme préalable pour poursuivre les débats de fond posés par leur texte. Ces militants ont refusé en bloc et ont poursuivi une activité de plus en plus fractionniste et hostile. Devant le refus de ces camarades d'accepter le centralisme démocratique tel que l'organisation le défend et le pratique, le dernier Comité central a décidé unanimement de leur exclusion. Nous disons dans notre plateforme : « Des positions différentes doivent pouvoir se manifester, et être défendues. Et pour cela, elles doivent avoir la possibilité de s'organiser lors des débats importants, par exemple avant un congrès. Ne pas reconnaître cette possibilité, c'est donner un poids écrasant, décisif, aux instances en places, tout en poussant à la pratique de fractions. Une fois le débat clos, s'il y a une minorité, elle doit accepter et appliquer la position majoritaire. » Les questions politiques soulevées par ces militants, nous y avons déjà répondu avec la publication des dernières résolutions de Congrès de notre organisation, ainsi que dans l'introduction de ces textes.

Nous regrettons d'en arriver là avec ces militants, dont certains ont été membre de VP pendant plus de 30 ans. Néanmoins, leur glissement progressif depuis des années vers une ligne de plus en plus révisionniste couplée avec une activité fractionniste et hostile nous ont poussés à cette prise de décision.